

Nationalisations en Amérique Latine : Pourquoi pas en France !

Nos batailles contre la Constitution Européenne, contre le CPE ont été victorieuses et porteuses d'espoir, même si elles étaient défensives. Le sentiment d'impuissance est encore tenace dans les couches populaires, harcelées par les délocalisations, la montée de la précarité et du chômage, les discriminations, la destruction des services publics et les privatisations, la montée des prix du gaz, de l'essence, etc. La perspective des présidentielles de 2007 où libéraux, sociaux-libéraux et libéraux-sociaux se serviront mutuellement d'épouvantails, s'annonce encore sur le mode de « l'alternance », cette vieille recette de la bourgeoisie pour échapper à une véritable alternative politique.



Tous nous affirment que les privatisations, le « dégraissage » des services publics, la flexibilité sont incontournables, qu'il serait utopique de ne pas admettre cette évolution « naturelle » du monde...

Pourtant, de l'autre côté de l'Atlantique, le nouveau président bolivien Evo Morales, appliquant le programme pour lequel il a été élu dès le premier tour par l'écrasante majorité de son peuple, contourne « l'incontournable » et met en pratique « l'utopie » : En reprenant le contrôle de 26 compagnies (dont l'américaine ExxonMobil, les européennes Total et Repsol), l'Etat nationalise le gaz, principale richesse du pays.

Le premier mai dernier, date hautement symbolique, ce coup de tonnerre retentit sur tous les continents... L'avenir du monde ne serait-il donc pas fait de privatisations et de bradage des richesses aux oligarchies financières ?

Le risque qu'un peuple encours en se réappropriant ainsi ses biens, ce n'est pas le « chaos social » que promettent toujours les « élites », mais bien sûr la menace guerrière des puissances impérialistes qui profitaient jusque là de ces biens.

S'il existe en Amérique Latine des peuples d'avant garde qui repassent à l'offensive, leurs succès ne doivent rien au hasard. La résistance et la ténacité du socialisme cubain commencent à annoncer le terme d'une période noire de reflux révolutionnaire mondial exacerbée par l'effondrement du bloc socialiste en 1990, à annoncer de nouvelles phases de conquêtes sociales pour les peuples exploités, à remettre les impérialistes en difficulté mortelle:

- Succès des grandes politiques sociales, de santé, d'éducation, d'urbanisme à Cuba malgré son blocus économique imposé par les Etats Unis,
- Réforme agraire, expropriations et rachats d'entreprises, nationalisation de nouveaux secteurs de l'économie et reprise en main du patrimoine pétrolier au profit direct de plans sociaux à destination des plus pauvres au Vénézuéla,
- Mise en échec du projet annexionniste US (« ZLEA ») par le bloc Cuba - Vénézuéla en 2005, création d'une zone économique étanche à l'impérialisme et fondée sur l'entraide internationaliste intégrant Cuba, le Vénézuéla et la Bolivie (ALBA),

Le bloc Cuba - Vénézuéla - Bolivie entraîne dans son sillage des pays travaillés par les mêmes luttes sociales et que les ravages des crises économiques successives poussent hors du giron nord-américain, sur une politique plus ou moins ferme de souveraineté nationale ; Brésil, Argentine, Uruguay.

Si Hugo Chavez et Evo Morales doivent leur légitimité à leurs succès électoraux, nous savons que les bourgeoisies locales et leurs alliés nord-américains et européens ne se laissent et ne se laisseront pas faire. Si le gouvernement de Salvador Allende au Chili fut balayé en 1973 par le putsch CIA - Pinochet, celui de Chavez, démis par le putsch militaro-industriel de 2002, ne doit pas son retour au pouvoir aux urnes (même si chaque élection lui accorde des suffrages toujours plus importants auprès des couches les plus pauvres de son pays), mais à deux forces politiques convergentes ; l'intense pression populaire des banlieues de Caracas et l'action déterminante des organisations cubaines.

Toute conquête sociale, ici comme ailleurs, peut être brutalement remise en cause par les forces expérimentées de la bourgeoisie, même si leur système mondial est en crise... même si, comme ces derniers mois nous le prouvent ici même, elles peuvent être mises en échec. Pour repasser à l'offensive, les peuples exemplaires d'Amérique Latine ont besoin de notre soutien comme nous avons besoin de leurs victoires !



Coordination Communiste 59/62

pour la reconstruction d'un Parti Communiste révolutionnaire

Coordination Communiste, BP 51, 59007 Lille Cedex

coordcommuniste@numericable.fr

<http://coordin.communiste.free.fr>